

Brochure n° 3102

Convention collective nationale

IDCC : 1747. – **ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
DE BOULANGERIE
ET PÂTISSERIE**
(12^e édition. – Septembre 2004)

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 31 OCTOBRE 1996
RELATIF À LA DURÉE DU TRAVAIL ET L'ORGANISATION
DES REPOS HEBDOMADAIRES (VENDÉE)**

NOR : *ASET0551139M*

IDCC : 1747

Entre :

Le syndicat national des industries de boulangerie et pâtisserie (SNIBP) ;
Le groupement indépendant des terminaux de cuisson (GITE) ;

Les entreprises non adhérentes aux organisations ci-dessus :

- Boulangerie Guillemot ;
- SA Brosset,

D'une part, et

L'union syndicale départementale CFDT ;
L'union syndicale départementale CGC ;
L'union syndicale départementale CFTC ;
L'union syndicale départementale CGT-FO ;
L'union syndicale départementale CGT,

D'autre part,

Considérant qu'il importe :

- avant tout de favoriser l'emploi, de lutter contre le chômage et d'assurer le maximum d'emplois au plus grand nombre possible de salariés ;
- et de faciliter au maximum l'organisation et la durée du travail dans les établissements de vente au public ;

- mais qu'il est indispensable et vital d'assurer, voire d'améliorer, pour chaque salarié en cause un repos adéquat dans la semaine,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Repos hebdomadaire

Les magasins ayant pour activité principale la vente au public de produits finis de boulangerie, de pâtisseries et/ou de viennoiseries, après fabrication ou transformation, quels que soient leur dénomination, leur titre ou leur effectif, doivent assurer le repos hebdomadaire obligatoire du personnel salarié.

Article 2

Fermeture hebdomadaire

Ces établissements peuvent décider d'adopter le système de la fermeture et fixer le repos hebdomadaire, le dimanche ou un autre jour de la semaine, conformément aux articles L. 221-5 et 6 du code du travail.

Article 3

Organisation des repos hebdomadaires par roulement

De même, ces établissements peuvent, après consultation du comité d'entreprise, ou à défaut des délégués du personnel, s'ils existent dans l'établissement, accorder le repos hebdomadaire par roulement, conformément aux articles L. 221-9 et 10 du code du travail, et donc travailler pendant les 7 jours de la semaine civile.

Dans ce cas, le personnel en cause doit, à compter de la date d'application du présent accord, bénéficier de 2 jours consécutifs de repos par semaine. Ces jours peuvent ne pas être consécutifs par accord entre les parties. Ces 2 jours doivent inclure un samedi ou un dimanche au moins 12 fois dans l'année.

Exceptionnellement, pour faire face à un remplacement non prévu, les salariés peuvent ne pas bénéficier du 2^e jour de repos hebdomadaire pendant une période maximale de 3 semaines. Cependant, les heures ainsi effectuées devront obligatoirement être remplacées par un repos équivalent au plus tard dans les 6 semaines qui suivent en saison et dans les 3 semaines qui suivent hors saison.

Article 4

Durée du travail

Il est rappelé que, quelles que soient les méthodes d'organisation du travail et des repos hebdomadaires, les salariés doivent continuer à bénéficier des dispositions légales réglementaires et conventionnelles relatives à la durée du travail.

La solution du roulement doit, en outre, faciliter l'adoption, dans l'établissement, de nouvelles mesures permettant la réduction de la durée du travail, dans le but d'améliorer l'emploi dans la profession.

Article 5

Modification du régime et dispositions transitoires

Le bénéfice du repos hebdomadaire de 2 jours est lié à l'ouverture des magasins tous les jours de la semaine. Il prend fin lorsque l'entreprise revient, même provisoirement, à la fermeture hebdomadaire.

Cependant, le personnel en cause continue à en bénéficier lorsque la durée de la période de fermeture hebdomadaire est inférieure à 1 mois.

Article 6

Date d'application

Le présent accord est applicable dans le département de Vendée à compter du 1^{er} janvier 1997.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 31 octobre 1996.

(Suivent les signatures.)